



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

143^e Assemblée de l'UIP

Madrid (Espagne) 26-30 novembre 2021



Assemblée
Point 3

A/143/3-DR
23 novembre 2021

Projet de Déclaration de Madrid

Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour relever les défis actuels de la démocratie

En notre qualité de parlementaires et de représentants du peuple, notre responsabilité suprême est de servir les populations dans le cadre d'un système de gouvernance démocratique au sein duquel chaque voix compte. Le monde se mobilise pour surmonter toute une série de défis liés à des bouleversements sociaux, politiques, économiques et sanitaires. Les clivages sociétaux et la détérioration de la paix sociale ont des répercussions sur l'état de la démocratie, notamment sur les institutions qui mettent en pratique les valeurs démocratiques.

Avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, les gouvernements de la planète se sont engagés à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives, donnant à tous un accès à la justice et disposant d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux. En tant que parlements, nous partageons l'engagement de réalisation de ces objectifs.

Ce faisant, nous renforcerons la démocratie aux niveaux national et mondial. Nous sommes convaincus que, pour relever les défis, qui menacent aujourd'hui la démocratie il faut impérativement surmonter les divisions sociales, s'unir au lieu de diviser, inspirer l'espoir et non la haine, joindre nos forces et chercher des terrains d'entente.

Et les défis sont nombreux. L'idée d'une classe politique de plus en plus déconnectée de la population a gagné du terrain, favorisant la montée du populisme et accentuant les clivages sociétaux. Partout dans le monde on constate un fléchissement de la confiance dans les systèmes politiques, une aggravation des inégalités économiques et structurelles, un désengagement croissant et une polarisation accrue. Tandis qu'ils représentent près d'une moitié de la population du monde, les jeunes de moins de 30 ans sont peu présents dans le processus décisionnel. Les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes de demain : notre incapacité à les impliquer véritablement aura pour effet de saper encore davantage la cohésion de nos sociétés.

Les avancées technologiques, dont les réseaux sociaux sont l'émanation, ont eu d'incroyables répercussions sur la capacité d'accès du public à l'information et ont créé de nouvelles formes d'échange. Ces mêmes outils ont cependant facilité la diffusion de fausses informations, ce qui a suscité colère et frustration et abîmé le tissu social. Dans le contexte de la pandémie, ces outils ont parfois servi à contester des faits scientifiques et à saper les campagnes nationales de vaccination, nuisant ainsi à la santé publique. Ils sont trop facilement utilisés intentionnellement comme des vecteurs de défiance et de haine. Les discours de haine sexistes et le harcèlement en ligne ciblent tout particulièrement les femmes, remettant en cause leur légitimité et leur droit à prendre part au processus démocratique.

Les concepts de polarisation et de populisme ne sont pas nouveaux, mais le contexte actuel leur est propice. Le niveau de polarisation atteint de nouveaux sommets. Si la concurrence entre partis est normale et saine, la polarisation excessive présente des risques importants. Elle s'insinue dans la société tout entière et influence les interactions au quotidien, risquant ainsi de fragiliser la culture de tolérance, d'aggraver les conflits et d'amplifier la défiance. Elle peut aussi gravement compromettre l'efficacité de nos institutions démocratiques.

La pandémie de COVID-19, qui a exacerbé les problèmes existants et nuï aux processus démocratiques, a mené à la remise en cause d'un mode de prise de décision fondé sur les faits et a, en définitive, affaibli la capacité du modèle démocratique à affronter les situations d'urgence et à rebondir ensuite.

Vers de nouvelles approches de la politique

Une politique fondée sur la confrontation et la division sape la légitimité du système dans son ensemble. Nous sommes préoccupés par l'idée qu'une polarisation accrue risque d'entraver la création de larges coalitions au sein de la société et la mise en œuvre de politiques publiques audacieuses pour s'attaquer à des problèmes aussi urgents que celui des changements climatiques.

Un effort concerté est indispensable pour relever les défis auxquels la démocratie est aujourd'hui confrontée. La solidarité et le leadership politique sont des éléments essentiels de la recherche de nouvelles approches en politique. Notre réponse doit s'ancrer dans un engagement renouvelé envers les valeurs démocratiques de base, l'inclusion, le recours au dialogue et aux faits probants pour régler les problèmes.

Lutter contre la désinformation et les discours de haine

Des mesures législatives et politiques sont nécessaires pour renforcer la résilience démocratique et créer un dynamique écosystème informatif qui appuie la démocratie, l'état de droit et le respect des droits fondamentaux. Dans nos parlements, nous devons nous montrer vigilants vis-à-vis des menaces qui pèsent sur l'espace civique, et résolus dans notre défense de la liberté d'expression et du respect de la diversité des opinions, tout en luttant contre la désinformation et les pratiques préjudiciables en ligne.

Les démocraties ont besoin que les citoyens soient bien informés, aient une idée claire de la façon dont fonctionne la démocratie et disposent des compétences nécessaires pour y participer. De même que nous vaccinons les populations contre la COVID-19, il nous faut développer une immunité contre la désinformation et les tentatives de manipulation de l'opinion publique. Il nous faut donc investir dans la formation aux médias et l'éducation civique à toutes les périodes de la vie et dans tous les secteurs de la société, pour faire en sorte que les populations soient bien informées et capables d'une réflexion critique.

Nous reconnaissons l'important rôle des médias et des journalistes qui sont des sources d'information et constituent une part essentielle de nos sociétés libres et ouvertes. Certains changements économiques sous-jacents menacent la pérennité d'un journalisme indépendant aux niveaux local et national. Il nous faut donc rechercher de nouveaux modèles qui protègent la diversité des opinions et l'expression de perspectives critiques dans les médias.

Il incombe aux médias traditionnels comme aux réseaux sociaux de veiller à ce que des opinions divergentes puissent s'exprimer sans crainte de représailles ou de harcèlement. Le respect de la diversité doit être encouragé par ceux qui informent et favorisent le débat public. À nous parlementaires, il revient de créer les conditions de la liberté d'expression tout en protégeant les personnes qui prennent part au débat public de toute forme de violence, de sexisme et de harcèlement, y compris en ligne.

Nous sommes conscients du rôle déterminant que joue le secteur privé dans l'innovation et l'évolution technologique. Mais dans le même temps, nous ne pouvons pas laisser le pouvoir s'accumuler entre les mains d'un petit nombre de plateformes en ligne. Nous devons engager un

dialogue constructif entre les différentes parties prenantes et définir des mesures réglementaires appropriées. Le modèle économique des plateformes de réseaux sociaux repose sur la mobilisation et la popularité, et tend à privilégier la polémique et l'émotion. Entretenir un dialogue ouvert et inclusif pourrait permettre d'accélérer la réorientation du paradigme actuel vers un modèle davantage centré sur l'humain, qui protégerait en outre les données personnelles.

Atténuer la polarisation

Les problèmes à l'origine du phénomène de polarisation, tels que les disparités et les inégalités économiques croissantes, l'exclusion de certains groupes sociaux du discours politique et le bouleversement du secteur des médias en raison des progrès technologiques, ne peuvent être surmontés qu'en présence d'une forte volonté politique.

L'une des fonctions centrales de l'écosystème parlementaire est de promouvoir la confiance dans la démocratie et d'accroître la pertinence des institutions représentatives. Le fait de disposer de systèmes politiques et parlementaires efficaces favorise la coopération et le dialogue, permettant ainsi de dépasser les clivages, de bâtir des sociétés inclusives et de renforcer la confiance.

Les responsables politiques et les élus se doivent, aussi bien dans leurs paroles que dans leurs actes, de montrer l'exemple pour ce qui a trait au respect des valeurs démocratiques. S'abstenir de distiller des discours venimeux, manifester sa volonté de coopérer au-delà des clivages politiques et favoriser les prises de décision fondées sur les faits sont autant de moyens qui contribuent à renforcer la cohésion sociale. Les parlementaires, hommes et femmes, doivent s'évertuer à réduire cette polarisation en créant au parlement des espaces de dialogue multipartite. À cet égard, les forums de femmes donnent souvent l'exemple d'un climat moins hostile et d'un mode de travail législatif qui gomme les clivages entre partis et s'appuie davantage sur des faits probants. Il faudrait appliquer des méthodes similaires à toutes les activités parlementaires.

Les partis politiques ont également un rôle à jouer en vue de redonner confiance aux citoyens dans les systèmes démocratiques et de mettre en place des institutions fortes. Ils doivent pour cela améliorer leur représentativité sociale, mieux répondre aux besoins de la société et tenir leurs promesses électorales.

Nous réaffirmons que le compromis politique est au cœur du processus démocratique et nous sommes d'avis que la capacité à parvenir à des accords, à coopérer au-delà des divergences politiques et à privilégier l'intérêt général plutôt que les politiques partisans contribue à désamorcer la polarisation et à instaurer une paix sociale durable.

Les parlements doivent créer les conditions nécessaires à ce que toutes les voix, toutes les opinions politiques soient entendues au sein de l'institution, celles qui émanent de l'opposition comme celles de la majorité. Le règlement intérieur des parlements doit garantir une représentation équilibrée qui tienne compte de la diversité – appartenance politique, sexe, âge ou tout autre critère –, tout en appliquant une tolérance zéro à l'égard des discours ou des comportements irrespectueux, discriminatoires et sexistes au sein de l'institution.

Les parlements doivent appuyer ou diriger les initiatives destinées à promouvoir l'utilisation de données factuelles dans l'élaboration des politiques, par exemple en renforçant les capacités nationales dans le domaine des statistiques, en soutenant les sources indépendantes de recherche et d'analyse, et en mettant au point des méthodes de consultation publique qui permettent de prendre en compte l'avis des personnes les plus directement concernées par la législation et les politiques adoptées. Ils doivent également tisser des liens étroits avec les milieux universitaires afin d'améliorer l'accès aux meilleures données scientifiques disponibles, par exemple dans le domaine des changements climatiques. En outre, les parlements doivent investir dans leurs propres services de recherche parlementaire afin de produire des travaux non partisans et d'apporter un soutien à l'ensemble des parlementaires.

Reconnecter les citoyens aux institutions démocratiques

Pour que les systèmes démocratiques puissent fonctionner, les citoyens doivent avoir la possibilité et le souhait d'y participer. En outre, maintenir la confiance dans la démocratie parlementaire nécessite des échanges réguliers entre les instances dirigeantes et les citoyens. Nous devons

encourager la participation active de ces derniers aux travaux du parlement, afin de renforcer la confiance et de faire en sorte que leurs intérêts soient pris en compte dans les politiques. Nous sommes convaincus de la nécessité d'instaurer une culture de la participation dans l'ensemble de nos parlements en vue d'élargir et d'approfondir la mobilisation des citoyens grâce à des efforts unis et concertés.

L'implication des citoyens contribue également à promouvoir des processus décisionnels inclusifs. Nous devons œuvrer pour rendre les politiques plus inclusives, en établissant des liens solides entre les parlements et un large éventail de citoyens et en accordant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés. Les parlements se doivent d'être davantage représentatifs, notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les minorités et les autres groupes de la société sous-représentés. Renforcer la collaboration intergénérationnelle permet non seulement de consolider la solidarité entre les acteurs politiques de tous âges, mais aussi de faciliter la prise en compte du point de vue des jeunes dans l'élaboration des politiques.

Prendre l'initiative en période de crise

La pandémie de COVID-19 nous a cruellement rappelé que les crises frappent souvent quand on s'y attend le moins. Elle a défié nos systèmes de gouvernance et notre aptitude à gérer les situations d'urgence. Nous devons tirer les enseignements de cette expérience pour être mieux préparés à affronter la prochaine crise.

Les parlements ont un rôle essentiel à jouer pour renforcer la qualité de cette préparation et être en mesure de gérer les crises dès qu'elles frappent. Ils doivent, en outre, s'assurer que les processus démocratiques ne sont pas affaiblis par de telles situations.

Les plans de gestion de crise doivent faire partie intégrante de notre système de gouvernance. Les règlements et procédures, les fonctions et responsabilités des différents acteurs politiques doivent être clairement définis dans des politiques ou des cadres juridiques. L'équilibre des pouvoirs doit être préservé en période de crise. Les parlements doivent pouvoir continuer d'exercer leurs fonctions et contrôler les actions du gouvernement en permanence.

Surtout, réactivité et inclusion sont des principes qui doivent faire partie intégrante de toute stratégie de gestion de crise. Les parlements doivent communiquer avec les citoyens, montrer qu'ils sont à l'écoute de ce que les citoyens ont à dire et qu'ils traitent les questions d'intérêt public.

Pendant la pandémie de COVID-19, les parlements sont nombreux à s'être adaptés aux nouvelles réalités en adoptant des modes de fonctionnement innovants. Nous devons cependant apporter encore plus de soin à notre préparation. Il nous faut intensifier l'usage des technologies numériques dans l'activité parlementaire afin d'assurer la continuité de nos travaux en période d'urgence, rechercher de nouvelles méthodes de participation citoyenne et de nouveaux moyens d'établir un lien entre la société et les autorités.

Nous sommes conscients que les défis auxquels se heurte aujourd'hui la démocratie ont des causes profondes. Nous assumons néanmoins notre rôle et notre responsabilité face à ces défis, conscients de la nécessité de protéger la démocratie pour le bien commun. Nous savons qu'il nous faudra déployer un leadership efficace, mener des initiatives audacieuses et novatrices, et tirer les enseignements de nos succès et de nos échecs respectifs.

À ce titre, nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir, individuellement et collectivement, pour résoudre ces problèmes, renforcer la cohésion, et protéger et promouvoir nos valeurs et institutions démocratiques.